

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

VALENCE, le 23/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANULATS DE LA DROME

Parc Saint Jean, Zac du Mas de Grille
34 433 Saint-Jean-de-Védas

Références : 20231018-RAP-DACA0992
Code AIOT : 0006100622

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 de la carrière GRANULATS DE LA DROME implanté lieu-dit Badaffres 26 290 Les Granges-Gontardes. L'inspection a été annoncée le 13/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- carrière GRANULATS DE LA DROME
- LES BADAFFRES 26290 Les Granges-Gontardes
- Code AIOT : 0006100622
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Granulats de la Drôme est une filiale de la société GSM.

Le groupe Heidelberg Materials chapeaute ces sociétés. Il possède une antenne à Saint-Jean-de-Védas qui pilote 9 sites dont celui des GRANGES-GONTARDES.

La carrière comprend un transit de matériaux et un groupe mobile pour le scalpage du calcaire.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions administratives
- Prévention des pollutions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une Lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Point de contrôle n°6 - Bilan des mesures d'empoussièrement réalisées	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	/	Lettre de suite	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de la Lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Point de contrôle n°1 - Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 1	/	Sans objet
2	Point de contrôle n°2 - Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10.1-II	/	Sans objet
3	Point de contrôle n°3 - Contrôle de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10.4	/	Sans objet
4	Point de contrôle n°4 - Limitation des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 11.1	/	Sans objet
5	Point de contrôle n°5 - Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité a été constatée concernant la non réception du bilan des mesures d'empoussièrement réalisées lors de l'année 2022.

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées le dernier bilan des mesures d'empoussièrement réalisées.

Afin d'optimiser l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, l'exploitant a indiqué avoir pour projet de recycler une partie des déchets inertes non dangereux du BTP dans l'emprise de la carrière avec un groupe mobile de traitement des matériaux.

Au préalable de la réalisation de cette activité, l'exploitant doit en faire la demande écrite en préfecture avec tous les éléments d'appréciation.

De plus, l'exploitant a indiqué vouloir continuer à utiliser les bassins de séchage des boues existants en partie Sud de la carrière. Or, dans les plans de phasage d'exploitation, ces secteurs devraient déjà être remis en état. Dans le cadre du Porter à Connaissance sus-visé, l'exploitant devra revoir en conséquence le plan de phasage d'exploitation de la carrière et au besoin actualiser les garanties financières.

Il est à noter qu'en cas de changement d'exploitant, les garanties financières sont à refaire systématiquement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point de contrôle n°1 - Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions administratives
Prescription contrôlée : Exploitation d'une carrière dont la production moyenne autorisée est de 170 000 T/an (rubrique ICPE 2510-1). La production maximale étant de 200 000 T/an. Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation : 45 kW (groupe mobile pour le scalpage du calcaire : rubrique ICPE 2515-1 b). Surface maximale de la station de transit des matériaux : 50 000 m ² (rubrique ICPE 2517-1). Installations, ouvrages, travaux permettant le prélèvement dans un système aquifère autre qu'une nappe d'accompagnement d'un cours d'eau d'un volume total inférieur à 200 000 m ³ /an (rubrique Loi sur l'eau 11.2.0 -2).
Constats : L'exploitant a déclaré sous GEREP avoir produit 140 000 tonnes de matériaux pour l'année 2022. Le régime ICPE de l'établissement est l'autorisation. L'exploitant a déclaré disposer d'une puissance maximale de 45 Kilowatts pour le groupe mobile pour le scalpage du calcaire. Le régime ICPE de la rubrique est la déclaration. L'évolution de la nomenclature des ICPE fait que c'est l'alinéa b qui est dorénavant concerné (rubrique ICPE 2515-1 b).

<p>La surface de la station de transit des matériaux est inférieure à 50 000 m². Le régime ICPE de la rubrique est l'enregistrement (rubrique ICPE 2517-1). Dans ce cadre, l'Arrêté Ministériel applicable est celui du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Au cours de l'inspection, l'exploitant a déclaré avoir utilisé 73 130 m³ d'eau sur l'emprise de la carrière durant l'année 2022. La majeure partie de cette eau a été utilisée pour le lavage des matériaux. Le restant a été utilisé pour abattre les poussières environnementales.</p> <p><u>Observation : Il conviendra de bien distinguer les volumes d'eau utilisés pour la carrière et ceux utilisés pour l'installation de traitement, qui dispose de son propre arrêté préfectoral (y compris dans les déclarations GERE).</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Point de contrôle n°2 - Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10.1-II
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 100 % de la capacité du plus grand réservoir, – 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a disposé tous les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sur rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Point de contrôle n°3 - Contrôle de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Une analyse de la qualité des eaux sera effectuée par un organisme agréé avant le démarrage des travaux puis deux fois par an. Ces analyses seront effectuées au niveau : <ul style="list-style-type: none">– du piézomètre Pz 1 puis Pz 2 et suivants lors de l'avancée de l'exploitation conformément au dossier de demande d'autorisation (voir ANNEXE IX) ;– du forage au sein de la carrière ;– du débourbeur-déhuileur ;– des sources Sazio et Rieu du Crest. Les paramètres contrôlés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">– à la sortie du séparateur d'hydrocarbure : température, pH, DCO, MES et hydrocarbures ;– aux autres points de contrôle (sources, piézomètres et forage) : aspect, couleur, odeur, saveur, turbidité, pH, température, conductivité, MES, chlorures libres et total, nitrates et nitrites, O-phosphates, sulfates, ammonium, DCO, hydrocarbures, fer, métaux lourds (As, Cd, Cr, Cu, Pb, Zn, Hg), oxydabilité au KMnO4, activité bactériologique (coliformes totaux, Escherichia coli, entérocoques intestinaux, spores anaérobies sulfitoréducteurs, bactéries anaérobies revivifiables 22 °C et 36 °C).
Constats : L'exploitant a remis la présentation des résultats réalisée lors de la dernière Commission de Suivi de l'Environnement du 25 octobre 2022. La présentation fait état d'analyses deux fois par an. Depuis 2016, toutes les analyses des eaux en sortie du séparateur à hydrocarbures sont conformes vis-à-vis de l'article 18.2.3. de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. Au niveau du piézomètre Pz 1, Pz 2, du forage au sein de la carrière, des sources Sazio et Rieu du Crest, les dernières analyses font apparaître une relative stabilité dans les mesures concernant les paramètres sus-visés. <u>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, sous 1 mois, les deux derniers rapports d'analyses des eaux du laboratoire accrédité.</u> <u>En effet, les dernières données transmises, datent du 26/04/2022.</u>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Point de contrôle n°4 - Limitation des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement de matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.</p> <p>Toute action menée dans le cadre de l'exploitation de la carrière susceptible d'émettre des poussières devra :</p> <ul style="list-style-type: none">– être réalisée dans des conditions atmosphériques favorables (vent faible, taux d'humidité important) ;– être accompagnée si nécessaire de mesures réduisant efficacement l'émission des poussières (arrosage suffisant des pistes et de la zone en cours d'exploitation par exemple). <p>En particulier, afin de limiter l'émission et la propagation des poussières pouvant provenir de la circulation des engins et des camions ainsi que du fonctionnement des installations de traitement, les mesures suivantes seront prises :</p> <ul style="list-style-type: none">– la limitation de la vitesse à 15 km/h sur la zone d'exploitation et à 30 km/h sur le reste du site ;– l'arrosage préventif par camion citerne lors des travaux d'extraction de la découverte ;– les matériaux seront acheminés de la zone d'extraction à l'installation de traitement par un tapis de plaine ;– l'installation de traitement sera équipée de dispositifs de confinements des poussières (capotage) et d'abattage des poussières par arrosage ;– l'arrosage automatique des pistes par un réseau d'asperseurs fixes ;– l'arrosage de la zone de stockage des matériaux autour de l'installation ;– le compactage et la limitation de la hauteur des stocks de la station de transit afin d'éviter leur prise au vent ;– la conservation des boisements en limite d'exploitation ;– le remplissage adéquat des camions (niveau inférieur aux ridelles) et bâchage de ceux transportant des granulométries fines, afin d'éviter les envols de poussières sur la route ;– l'utilisation d'une rampe d'arrosage pour les camions et si nécessaire de laveurs de roues.
Constats : <p>L'exploitant a déclaré réaliser les travaux de découverte sur la carrière en hiver afin de limiter l'impact environnemental.</p> <p>L'exploitant a également recours à l'arrosage avec une citerne afin de limiter les émissions des poussières sur la carrière.</p> <p>La vitesse est limitée à 15 km/h sur tout le site.</p> <p>Les matériaux sont acheminés de la zone d'extraction à l'installation de traitement par un tapis de plaine.</p> <p>Pour limiter les émissions des poussières, les installations de traitement de matériaux sont capotées au niveau du process à sec et il y a des brumisateurs.</p> <p>Un réseau d'asperseurs fixes permet l'arrosage des pistes et de la zone de stockage des matériaux.</p> <p>La hauteur des stocks de la station de transit est limité.</p>

Des boisements sont présents en limite d'exploitation. Les camions transportant des granulométries fines sont bâchés. Une rampe d'arrosage des camions fonctionnelle est présente. L'exploitant indique ne pas avoir la nécessité à recourir à un laveur de roues. En effet, le chemin d'accès à la carrière est imperméabilisé par du bi-couches. Celui-ci est balayé chaque fois que cela est nécessaire (une fois par mois au minimum).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Point de contrôle n°5 - Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis la présentation des résultats réalisée lors de la dernière Commission de Suivi de l'Environnement du 25 octobre 2022.</p> <p>La présentation fait état d'analyses par la méthode des jauges de retombées selon la norme NF X 43-014 (2017).</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour.</p> <p>L'objectif de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance est atteint entre les années 2018 à 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Point de contrôle n°6 - Bilan des mesures d'empoussièrement réalisées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées le bilan des mesures d'empoussièrement réalisées lors de l'année 2022. <u>L'exploitant devra transmettre le dernier bilan des mesures d'empoussièrement réalisées qui comprendra les éléments susvisés.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 30 jours